

Les élections du 4 novembre 2007 au Guatemala: une transition démocratique en échec?

Etienne Roy-Grégoire*

Le Guatemala n'en finit plus d'être en transition vers la démocratie. Durant la guerre civile qui a duré de 1960 à 1996, le terrorisme d'État y a fait plus de 200 000 morts parmi une population d'environ 11 millions d'habitants-. Dix ans après la signature des Accords de paix entre le gouvernement et l'*Unión Nacional Revolucionaria Guatemalteca*, censés jeter les bases de la reconstruction démocratique, mais à toute fin pratique non appliqués, 6000 personnes sont assassinées chaque année dans ce pays d'Amérique centrale, y compris pour des raisons politiques. Loin de s'améliorer, même faiblement, la situation empire : le Guatemala menace de sombrer dans l'*ingouvernabilité*, au grand dam de la communauté internationale qui attend avec impatience un gouvernement qui puisse enfin de "tourner la page" sur l'après-guerre. En ce sens, le mandat du président Oscar Berger, amorcé en janvier 2004, et couronné cette année par le processus électoral le plus violent depuis 1985, a visiblement déçu. Il y a d'ailleurs de fortes chances pour que le gouvernement qui sera élu le 4 novembre prochain déçoive lui aussi.

En effet, dans la conjoncture politique et sociale guatémaltèque actuelle, peu importe le gouvernement, la corruption et le trafic

d'influence sont la règle plutôt que l'exception. Différents groupes luttent constamment, sans être inquiétés outre mesure, pour le contrôle de l'État. Les enjeux sont de taille: il s'agit de se faire garantir l'impunité pour les crimes commis durant la guerre, de protéger les activités illicites ou de maintenir des privilèges fiscaux¹. Mais il s'agit aussi de se poser en partenaires obligés des investisseurs étrangers dans de grands projets d'infrastructure ou d'exploitation des ressources naturelles.

Dans ces conditions, l'État de droit, vidé de sa substance, est incapable de gouverner et se montre indifférent à la misère et à l'injustice dans laquelle vit la majorité de la population. Le mandat d'Oscar Berger tirant à sa fin, la même expression utilisée à la fin

* Membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), ex-coordonnateur au Guatemala du PAQG et de la Coordination de l'accompagnement international au Guatemala (CAIG) entre 2002 et 2007. Cette chronique ne reflète pas nécessairement la position du PAQG. Pour communiquer avec l'auteur : etienneroysregoire@riseup.net

¹ À titre d'exemple, à la fin du mois d'août 2007, Jane Armitage, directrice de la Banque mondiale pour l'Amérique centrale, sollicitait une hausse des impôts et déplorait "les pauvres résultats du gouvernement sortant en terme de réforme fiscale". "Banco Mundial solicita subida de impuestos", *Infopress Centroamericana*, édition 1719, 31 août 2007.

du mandat précédent revient dans les discours: fait-on face à un “État failli”² ?

Pour cette raison, investir dans ce pays est devenu un exercice périlleux. D’un côté, certains investisseurs profitent impunément de la *flexibilité* d’un État dont les contraintes sociales, fiscales et environnementales sont si faciles à contourner. De l’autre, la décomposition de l’État de droit implique un coût politique accru pour les entreprises étrangères et les gouvernements qui les appuient. L’ordre et la stabilité indispensables pour garantir les retours sur investissements sont à ce point défailants, qu’il devient tentant d’assimiler les organisations populaires et la défense des droits de la personne à de simples facteurs d’instabilité et, ce faisant, de cautionner leur répression. Le Canada, qui détient au Guatemala d’importants intérêts miniers, fait partie de ceux qui jouent ce jeu dangereux dont les droits de la personne font la plupart du temps les frais.

La présente chronique cherchera à présenter un exemple de comportement de la communauté internationale, dans un contexte où des intérêts économiques entrent en contradiction avec les impératifs de la construction démocratique dans une société *post-conflit*. Après avoir effectué une description des relations houleuses entre la communauté internationale et les gouvernements précédents, il s’agira de montrer comment l’arrivée du gouvernement d’Oscar Berger a donné lieu à un changement de ton, ainsi qu’à un réaménagement des priorités et des pratiques de la coopération. Il sera en outre question de voir comment la promotion d’intérêts

² « *Estado fallido* » ou « *failed state* ». Traduit parfois par : « État en échec ». Cette expression désigne un État caractérisé par une perte avancée du monopole de la violence, une perte de souveraineté sur son propre territoire, l’incapacité de percevoir des impôts et de fournir les services essentiels à la population, la perte de la légitimité des autorités, une crise économique aiguë, etc. Voir par exemple African Studies Centre, Transnational Institute, Center of Social Studies, Peace Research Center, *Failed and Collapsed States in the International System*, 2003, disponible à <http://www.tni.org/reports/failedstates.pdf>. (consulté le 24 octobre 2007).

économiques pousse certains pays, dont le Canada, à modifier profondément leur position face à la société civile. Nous verrons ensuite que le Guatemala est pourtant aux prises avec une grave détérioration de l’État de droit qui transcende les changements de gouvernement et qui entache l’ensemble de ses relations commerciales. Nous concluons avec un survol peu encourageant des options qui sont offertes aux Guatémaltèques dans le cadre du processus électoral actuel.

Des partenaires peu recommandables

Les élections générales de 1985 ont amorcé, après 25 ans de guerre civile, une transition démocratique menée à l’instigation de l’armée guatémaltèque. Celle-ci, en effet, jugeait que l’implantation d’une démocratie formelle était nécessaire à la poursuite de son projet politique de stabilité nationale, fondé sur le contrôle social et l’exercice d’un contrôle effectif, mais clandestin, de l’armée sur l’État³. Ce projet, élaboré au sein même de la campagne de terre brûlée du début des années 80, constituait une réponse aux campagnes internationales menées contre les violations des droits de la personne, l’instabilité sociale et l’exclusion politique. En outre, l’armée voyait la tenue d’élections libres et ouvertes comme un mécanisme d’apaisement de l’instabilité sociale, nourrie durant la guerre par l’exclusion politique. En fait, il s’inscrivait dans la continuité de l’élimination complète, au cours de la guerre, d’une génération d’acteurs sociaux occupant l’étendue du spectre politique inclus entre l’insurrection armée et l’armée elle-même, ainsi que d’un génocide ayant brisé, en grande partie, la capacité d’organisation des communautés mayas⁴.

Malgré la signature, en 1996, des Accords de paix entre le gouvernement, l’armée et la

³ Shirmer, Jennifer, *El proyecto Político de los militares en Guatemala*, FLACSO, Guatemala, 1999.

⁴ Matthew Creelman, “Obstáculos a les reformas socioeconómicas: los rasgos de una crisis funcional”, *Infopress Centroamericana*, édition 1614, 1er juillet 2005.

guérilla sous la présidence de Álvaro Arzú (1995-1999), cette tache originelle de la transition démocratique ne s'est pas effacée pour autant. Ainsi, en 1998, des membres de l'État major présidentiel (EMP) assassinent l'évêque Juan Gerardi deux jours après qu'il eut rendu publics les résultats accablants du Projet interdiocésain de récupération de la mémoire historique (REMHI). Ce rapport révélait, en effet, l'étendue des crimes commis par l'armée et la complicité de certains acteurs économiques⁵. Issu lui-même de l'oligarchie⁶, Arzú avait, en 1999, qualifié de « biaisé » le rapport de la Commission d'éclaircissement historique de l'ONU, qui avait imputé à l'armée l'écrasante majorité des violations aux droits de la personne perpétrées durant la guerre civile⁷. Ce même Álvaro Arzú était également membre de l'Opus Dei et il avait été membre du parti d'extrême droite *Movimiento de Liberación Nacional* (MLN), qui se définissait lui-même comme le « parti de la violence organisée »⁸. Par ailleurs, c'était un proche de la famille García-Granados qui détient un monopole officieux sur l'importation du poulet. Maire de la ville de Guatemala, entre 2004 et 2007, réélu en 2007 pour un nouveau mandat, Álvaro Arzú avait été dénoncé à plusieurs reprises pour

avoir abrité, dans le sous-sol de la mairie, un centre d'espionnage clandestin dirigé par son ancien ministre de la Défense, le général Marco Tulio Espinoza Contreras⁹.

Le gouvernement suivant n'a pas offert un meilleur visage au reste du monde. Le Front républicain guatémaltèque (FRG) a pris le pouvoir en 1999, portant Alfonso Portillo à la présidence tout en demeurant sous la direction effective du général Efraín Ríos Montt, un militaire actuellement sous mandat d'arrêt international pour génocide, terrorisme et autres crimes contre l'humanité. Si Ríos Montt s'est fait élire au Congrès en 1999, c'est que sa participation à un coup d'État en 1982 l'empêchait légalement de postuler la présidence. Il présidera néanmoins le Congrès, où le FRG détient la majorité, durant les quatre années où son parti sera au pouvoir¹⁰.

Mais le gouvernement de Portillo (1999-2003) se mettra rapidement à dos une partie importante des groupes proches du pouvoir. Parmi ceux-ci, la presse présentera une couverture très négative de son administration, ce qui contribuera à cristalliser dans l'esprit des citoyens l'image d'un gouvernement de voleurs¹¹.

Le FRG a cependant maintenu sa stabilité grâce à sa capacité à articuler les différentes

⁵ Un jugement de la cour ordonnant d'enquêter sur la responsabilité d'Álvaro Arzú dans ce crime reste d'ailleurs aujourd'hui toujours sans effet. « Caso Gerardi: autores intelectuales en la mira » *Inforpress Centroamericana*, édition 1701, 27 avril 2007.

⁶ La notion d'oligarchie renvoie, au Guatemala, à la conformation d'une élite économique et politique basée sur des réseaux familiaux extrêmement exclusifs dont l'appartenance est définie grandement en des termes racistes (Marta Elena Casaus Arzú, *Guatemala, Linaje y Racismo*, F&G Editores, Costa Rica, 2005).

⁷ Le rapport de la CEH a complété le rapport du REMHI en recueillant un très grand nombre de témoignages supplémentaires. Il a conclu, entre autres, à la perpétration d'au moins 626 massacres et à des actes de génocides de la part de l'État, évaluant un nombre de victimes de l'ordre de 200 000. 93% des violations aux droits de la personne commise durant le conflit armée sont attribuées à l'État par la CEH.

⁸ Mario Sandoval Alarcón, fondateur et dirigeant du MLN, a déclaré que durant les années 60, les escadrons de la mort étaient en fait « des militaires qui se faisaient passer pour des civiles », mais qu'il y eut aussi « des organisations qui ont fonctionné en parallèle de l'armée, avec l'appui du MLN ». (*Proyecto de Recuperación de la Memoria Histórica, Guatemala Nuncá Más*, Tomo 3, Oficinina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala, Guatemala, 1998.

⁹ « Clan Arzú consolida su poder » *Inforpress Centroamericana*, édition 1723, 28 septembre 2007

¹⁰ Le général Ríos Montt est impliqué dans deux cas pénaux pour génocide, en Espagne et au Guatemala. En outre, en 2004 la Cour interaméricaine des droits de l'homme a reconnu l'État guatémaltèque responsable du massacre de la communauté de Plan de Sánchez, réalisé le 18 juillet 1982, alors que Ríos Montt était président, et durant laquelle 268 personnes sont mortes. Il a été élu de nouveau au Congrès le 9 septembre passé.

¹¹ « Medios impresos sujetos a diversas presiones » *Inforpress Centroamericana*, édition 1637, 9 décembre 2005 ; « ¿País fallido o medios fallidos? » *Inforpress Centroamericana*, édition 1624, 9 octobre 2005. L'administration de Álvaro Arzú n'est pas non plus exempte de grands scandales de corruption, sous la forme notamment de la privatisation frauduleuse de monopoles d'État. Certains analystes soutiennent que les montants détournés dans ce contexte sont supérieurs aux montants détournés durant l'administration Portillo (« Entrevista con Edgar Gutierrez », *Inforpress Centroamericana*, 31 octobre 2003).

mafias liées à des militaires¹², à attaquer constamment ses opposants, notamment les groupes de défense des droits de la personne¹³, et à appliquer une stratégie méticuleuse de prise de contrôle des institutions clés. Cela a permis à Ríos Montt de ne pas être inquiété par la justice et, éventuellement, de se porter candidat à la présidence lors des élections de 2003¹⁴.

Pourtant le torchon brûle avec la communauté internationale, Ainsi, le 31 janvier 2003, le département d'État des États-Unis d'Amérique (EUA) retirait le Guatemala de la liste des pays reconnus comme « alliés dans la lutte au trafic de la drogue »¹⁵. Plus de dix hauts fonctionnaires, ministres et militaires proches du président se sont vus retirer leur visa des EUA en vertu d'une clause s'appliquant aux personnes soupçonnées de trafic de drogues ou de corruption¹⁶. De plus, le 18 septembre 2003, la Mission des Nations Unies pour la vérification des Accords de paix (MINUGUA) constatait publiquement que « l'insécurité, la corruption, l'impunité, l'ingérence de l'armée et la discrimination

contre les autochtones [éclipsait] les faibles progrès réalisés en ce qui concerne l'application des Accords de paix »¹⁷.

À la fin de l'année 2003, suites aux pressions internationales, le gouvernement signe un accord pour la création d'une Commission d'enquête sur les corps illégaux et appareils clandestins de sécurité (CICIACS)¹⁸ avec les Nations Unies. Un accord est également signé prévoyant l'installation d'un Bureau du Haut Commissariat des droits de la personne (OACDH), qui s'installera au pays, en 2004.

Mais c'est le porte parole du département d'État américain, Richard Boucher, à la fin de l'année 2003, qui exprimait le plus clairement le sentiment et l'inquiétude de la communauté internationale à l'approche des élections en prévenant que « les relations avec le Guatemala pourraient se détériorer si Ríos Montt [était] élu à la présidence »¹⁹.

La grande fête civique

Le 9 novembre 2003, on célèbre le premier tour des élections, menées sous haute surveillance nationale et internationale²⁰. Le climat est tendu. Le 18 septembre précédent, un sondage révélait que 51% des répondants croyaient qu'il y aurait fraude. Puis, le 30 octobre, la mission d'observation électorale de l'Organisation des états américains

¹² Susan C. Peacock et Adriana Beltrán, *Hidden powers in post-conflict Guatemala*, Washington Office on Latin America, Washington 2003.

¹³ Cette situation motive la visite de Hina Jilani, Rapporteuse spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les défenseurs des droits de l'homme en mai 2001. Son rapport indique que « l'existence de structures clandestines engagées dans des attaques contre des défenseurs des droits de l'homme et les indices de leurs liens avec les forces de sécurité fait l'objet de sérieuses inquiétudes et doit être investiguée par le gouvernement de manière urgente » (Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, « UN Expert Calls for Further Steps to Protect Rights Defenders in Guatemala », communiqué de presse, 23 janvier 2003).

¹⁴ La Cour constitutionnelle (CC) a autorisé sa candidature après que le Tribunal suprême électoral et la Cour suprême de justice l'aient d'abord refusée. La CC est alors constituée de juges fidèles à Ríos Montt, comme Francisco Palomo, son avocat personnel, Guillermo Ruiz Wong, ami d'enfance et précédemment ministre de l'Intérieur du FRG, Cipriano Soto, connu pour son obstruction dans le cas de l'assassinat de Myrna Mack par l'EMP, et Manuel de Jesús Flores, nommé par le président Portillo. « Corte de Constitucionalidad ordena inscripción de Ríos Montt », *Inforpress Centroamericana*, édition 1520, 18 juillet 2003.

¹⁵ Suite à la signature d'accords qui permettent à l'armée américaine et à l'Agence de lutte contre la drogue (DEA) d'effectuer des opérations en territoire guatémaltèque, le Guatemala obtient de nouveau sa certification dès le 15 septembre 2003.

¹⁶ Susan C. Peacock et Adriana Beltrán, op. cit., p.63.

¹⁷ Kofi Annan, *Octavo Informe del Secretario General de las Naciones Unidas sobre la Verificación de los Acuerdos de Paz de Guatemala*, New York, 2003

¹⁸ La mise en place de cette commission naît du constat de l'incapacité de l'État guatémaltèque à dissoudre les structures armées responsables, entre autres, des attaques contre les défenseurs des droits de la personne. La majorité de la classe politique a ensuite empêché sa ratification après le changement de gouvernement. (Granovsky-Larsen, Simon, *La CICIACS, Defensores de Derechos Humanos y el Estado de Derecho en la Pos-Guerra*, Grupo de Apoyo Mutuo, Guatemala, 2007.)

¹⁹ "U.S. Department of State Daily Press Briefing: Presidential Electoral Process", 27 mai 2003, disponible à <http://guatemala.usembassy.gov/ambspe20030724a.html> (consulté le 24 octobre 2007).

²⁰ 5000 observateurs nationaux, sous l'aile du Procureur des droits de la personne (PDH) et quelques 200 observateurs étrangers, membres principalement d'équipes d'observation de l'OEA et de l'Union européenne, sont déployés dans différentes zones du pays.

(OEA) déclarait que « le climat d'impunité encourage la violence »²¹ et rappelait que vingt membres de différents partis avaient été assassinés depuis le mois de mars.

Dans plusieurs cas, les élections tournent effectivement au chaos. Au petit matin, des clous sont répandus dans les rues de la capitale et Rolando Morales, candidat au Congrès pour l'*Unión Nacional de la Esperanza* (UNE), est blessé par balles devant sa résidence. Des files d'attente d'entre quatre et huit heures se forment pour voter. Des milliers de noms ont disparu du registre électoral. Plusieurs centres de votation sont brûlés, ainsi que les urnes. Dans le municipe²² d'Ixcán, le personnel électoral a à peine le temps de compter les votes, de rédiger et de signer les actes officiels avant qu'un groupe engagé par un candidat défait à la mairie, ne défonce la porte et ne brûle les bulletins avant de les poursuivre pour les lyncher. Ceux-ci s'échappent *in extremis* par la fenêtre et devront se cacher plusieurs jours dans le village avant de filer en catimini. À Chajul, dans le département d'El Quiché, deux personnes perdent la vie, piétinées par la foule à qui un candidat du FRG offre des chèques. Malheureusement, peu d'observateurs sont témoins de ces incidents, car plusieurs ont été retirés de leur région d'affectation pour des raisons de sécurité²³.

Dans la capitale, Ciudad Guatemala, réunis dans le centre informatique de compilation des résultats, plusieurs représentants de la communauté internationale attendent les résultats avec impatience. Lorsque ceux-ci arrivent, après plusieurs heures de retard, c'est le soulagement: Ríos Montt a perdu son pari et ne passe pas au second tour. Les mêmes mots reviennent alors sur les lèvres de l'ensemble des missions officielles

d'observation et du corps diplomatique: pour eux, indépendamment de qui gagnera le second tour, cette journée aura été « une grande fête civique »²⁴.

La détente

Le FRG a remporté les élections dans un nombre inégalé de municipes et il représente la force politique la plus importante au Congrès. Dans un système politique où les partis politiques sont de simples véhicules électoraux et où les transfuges sont monnaie courante, le FRG était encore à l'époque le seul parti discipliné et bien contrôlé par son chef. À cet égard, on considérait toujours à juste titre Ríos Montt comme l'un des hommes les plus puissants au pays. De fait, Oscar Berger, qui l'a emporté haut la main au second tour devant Álvaro Colom à la tête d'une coalition de partis appelée *Gran Alianza Nacional* (GANAN), devra constamment négocier impunité contre gouvernabilité avec le FRG.

Quoi qu'il en soit, la défaite de Ríos Montt marque le début d'un climat de détente entre le gouvernement et la communauté internationale. On a vu comment la pression internationale sur la question des droits de la personne avait été déterminante pour que l'armée ouvre un espace – limité, mais réel – à la participation politique. En fait, comme le dira la MINUGUA, à son départ en 2004,

L'application des Accords de paix [a] été une tâche difficile, pleine d'obstacles et de retards, qui [s'est] heurtée à la résistance de groupes puissants qui se sont sentis menacés par le changement. Des gouvernements successifs se sont engagés à les appliquer, pour ensuite faire preuve d'une volonté politique vacillante [...] À plusieurs reprises, il est d'ailleurs apparu que ceux-ci étaient plus sensibles aux pressions de la

²¹ « Oscuro Panorama a 40 Días de Elecciones », *Prensa Libre*, 30 septembre 2003.

²² Les municipes représentent la subdivision administrative inférieure aux départements.

²³ C'est le cas, par exemple, de la mission de l'OEA dans le nord du Quiché.

²⁴ « MINUGUA complacida » *Prensa Libre*, 10 novembre 2003. Cette expression (« una gran fiesta cívica ») est répétée à plusieurs reprises par des représentants du corps diplomatique à la radio le soir des élections.

communauté internationale qu'aux besoins de leur population²⁵.

Le fait que ces pressions prennent comme cadre l'application des Accords de paix et les violations aux droits de la personne jouait également un rôle important dans les relations entre la société civile et un État qui la considérait comme une opposition à contrôler. En effet, malgré les difficultés, les menaces, les assassinats, les cambriolages, les défenseurs des droits de la personne trouvaient dans la communauté internationale un écho à leurs revendications, ce qui constituait parfois le seul rapport de force possible avec le gouvernement.

Les réunions du Groupe consultatif en offraient un bon exemple. La Banque interaméricaine de développement (BID) organisait, depuis 1996, des réunions avec le gouvernement et les principaux bailleurs de fonds issus de pays et d'organismes multilatéraux. Ces rencontres avaient pour but de coordonner l'aide accordée à la mise en place des Accords de paix et de discuter des progrès réalisés. À ce titre, elles ont été l'occasion de dures critiques à l'endroit du gouvernement. En décembre 2002, l'Union européenne (UE) avait envisagé de suspendre son aide au développement après que le Parlement européen eût adopté une résolution mentionnant « l'escalade d'intimidations subies par les défenseurs des droits de la personne »²⁶; et, en 2003, le Groupe consultatif s'était dit désillusionné par le manque de progrès dans l'application des Accords, après que l'ambassadeur de la Norvège eut déclaré que « l'impunité continu[ait] d'être la norme plutôt que l'exception » au Guatemala²⁷.

Pourtant, en 2005, quand le nouveau vice-président, Eduardo Stein, a demandé à la communauté internationale d'abandonner les réunions du Groupe consultatif sous prétexte qu'« elles n'[étaient] plus nécessaires » et que celle-ci eut acquiescé, cette même communauté s'est alors privée d'une tribune importante, tout comme elle a privé la société civile d'un appui politique indispensable à la défense de ses revendications. En somme, l'interruption des réunions du Groupe consultatif a contribué à réduire la pression internationale concernant le sort réservé aux droits de la personne par le gouvernement.

Cette décision a coïncidé avec un remaniement en profondeur du financement de la coopération internationale destiné au Guatemala. Entre 1996 et 2004, les montants affectés par les pays bailleurs de fonds à la coopération bilatérale avec le Guatemala avaient atteint 1,3 milliards de dollars US, en grande partie destinés à « l'agenda de la paix »²⁸. De 2003 à 2004, la coopération bilatérale a chuté brutalement de 122 à 55 millions, son niveau le plus bas depuis 1996. Cette baisse de la coopération bilatérale est compensée par une augmentation de la coopération multilatérale canalisée par des institutions comme la BID, la Banque mondiale (BM) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) qui promeuvent essentiellement la libéralisation économique. L'apport de la première à lui seul passe de 53 à 105 millions, entre 2003 et 2004. Si les montants totaux au titre de la coopération n'ont pas diminué de manière importante durant cette période, ce transfert a cependant entraîné un changement notable dans les relations entre le gouvernement et la communauté internationale. Le financement lié aux Accords de paix impliquait nécessairement une certaine pression quant à leur application; en perdant son poids relatif, il permet au gouvernement de centrer les

²⁵ Kofi Annan, *Misión de Verificación de las Naciones Unidas en Guatemala, Informe del Secretario General*, New York, 30 août 2004

²⁶ Parlement européen, « Human Rights in Guatemala: European Parliament Resolution on Guatemala », 11 avril 2002, cité dans Susan C. Peacock et Adriana Beltrán, op.cit. p. 62.

²⁷ Susan C. Peacock et Adriana Beltrán, op.cit., p. 68.

²⁸ Les principaux sont: les États-Unis, le Japon, Taiwan, l'Allemagne, les pays Nordiques, l'Espagne et le Canada.

relations autour de questions correspondant beaucoup mieux à ses intérêts²⁹.

Il faut dire que le gouvernement d'Oscar Berger, qui se définissait comme « un gouvernement d'entrepreneurs »³⁰, semblait consacrer beaucoup d'efforts à faciliter la détente avec la communauté internationale et à se dégager des contraintes de l'agenda de la paix. Le vice-président Stein est un ancien fonctionnaire de l'OEA³¹, tandis que Frank Larue, un éminent défenseur des droits de la personne, a été nommé à la Commission présidentielle de coordination des efforts de l'exécutif en matière de droits de la personne (COPREDEH)³²; Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix, a pour sa part été nommée ambassadrice de bonne volonté, un poste sans pouvoir réel et créé pour elle³³. Ces trois personnages, pourvus d'une grande crédibilité au sein du corps diplomatique, ont été les interlocuteurs du gouvernement auprès de la communauté internationale et des organisations non-gouvernementales (ONG) internationales³⁴.

²⁹ « Guatemala: Dramática Caída de Aportes de Cooperación Bilateral », *Inforpress Centroamericana*, édition 1606, 6 mai 2005.

³⁰ Óscar Berger est marié à Wendy de Berger Wydman, dont la famille est l'une des principales exportatrices de sucre du pays. Son père, Walter Widman, serait l'auteur intellectuel de l'assassinat de prêtres belges au Guatemala durant la guerre.

³¹ Il fut notamment chef de la mission d'observation électorale au Pérou en 2001. Des rumeurs veulent qu'il ait été membre de la guérilla durant la guerre, ce qu'il dément.

³² Militant de longue date des droits de la personne, Frank Larue est l'un des instigateurs de la plainte déposée au Guatemala contre Ríos Montt et d'autres membres de l'État major pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide en 2001. Il était alors directeur du Centre d'action légale pour les droits de la personne (CALDH en espagnol), poste qu'il occupa jusqu'à sa nomination à la COPREDEH.

³³ Rigoberta Menchú est sans doute la Guatémaltèque la mieux connue à travers le monde suite à la publication du livre *Me llamo Rigoberta Menchú y así me nació la conciencia* (Barcelone, 1983), qui expose crûment les conditions de vie des Mayas avant le génocide et la répression brutale dont ils ont été victimes.

³⁴ COPREDEH a par exemple élaboré en août 2005 un document sur la situation des droits de la personne intitulé *El gobierno de Guatemala, en el marco de su política pública de derechos humanos, informa sobre la situación de derechos humanos en demandando aux ambassades guatémaltèques en Europe de les faire parvenir à des ONG (mentionnées dans le document) ayant exprimé leur préoccupation au gouvernement sur ce sujet. Cela fût suivi d'une tournée de Frank Larue, Rigoberta Menchú et Eduardo Stein en Europe à la fin de l'année 2005, au cours de laquelle ils se sont réunis notamment avec Copenhague Initiative for*

qui suivent la situation des droits de la personne au Guatemala, rendant par le fait même le discours des défenseurs des droits de la personne plus « extrême », plus « radical », moins crédible.

Entre temps, la négociation et la ratification d'accords de libre échange avec les EUA, le Canada et l'UE a compliqué la situation en créant de nouvelles sources de conflits entre le gouvernement et la société civile, conflits dans lesquels la communauté internationale était partie prenante.

La société civile : agent de démocratisation ou facteur d'instabilité?

Pour les défenseurs des droits de la personne regroupés au sein du Mouvement autochtone, paysan, syndical et populaire (MICSP), qui s'opposaient à la ratification du Traité de libre échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine (CAFTA-DR), le revirement de la communauté internationale est apparu bien radical. Le 3 mai 2005, Carlos Gutiérrez, secrétaire d'État au Commerce, affirmait devant le Conseil des Amériques que « ceux qui s'oppos(ai)ent au CAFTA-DR en Amérique centrale (étaient) les mêmes qui s'opposaient à la démocratie et à la liberté il y a 25 ans, exactement les mêmes qui auraient voulu avoir une révolution communiste en Amérique centrale »³⁵. Pourtant, le MICSP fait bien partie de cette même société civile qu'on avait cherché à renforcer afin de consolider l'État de droit sous les gouvernements Arzú et Portillo!

Le 12 mai 2005, à la suite d'une réunion avec le secrétaire d'État à la défense, Donald Rumsfeld, Oscar Berger affirmait qu'« il était clair que le CAFTA-DR était un enjeu

Central America (CIFCA), Coordinación de Comité Europeos de Solidaridad con Guatemala (CCEG), Food First International Action Network (FIAN) qui a elle seules représentent plusieurs dizaines d'organisations.

³⁵ « Para EEUU son comunistas opositores a TLC C.America-R.Dominicana », Agence EFE, 3 mai 2005, disponible à http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=1815 (consulté le 24 octobre 2007).

relié à la sécurité nationale pour les États-Unis »³⁶. Deux mois auparavant, l'armée avait fait plusieurs victimes, dont au moins deux morts, en réprimant une manifestation d'opposition à l'accord; durant le mois de mai, neuf organisations membres ou sympathisantes du MICSP subissaient à leur tour cambriolages, menaces de mort et tentatives d'enlèvement. Malgré cela, en août 2005, le Congrès des EUA lève tout de même l'embargo sur l'entraînement conjoint de troupes du Guatemala et des EUA en vigueur depuis quinze ans.

Plus subtilement sans doute, mais aussi efficacement, le Canada a, lui aussi, réajusté son rôle dans la relation entre l'État et la société civile au Guatemala. C'est ainsi qu'en 2003, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) révisait ses priorités à l'échelle mondiale, pour se concentrer désormais sur le développement rural, alors qu'on avait mis auparavant l'accent sur la bonne gouvernance, qui offrait un cadre plus propice à la protection des droits de la personne. Si certains pays comme Haïti, où la situation intérieure s'avère passablement critique, font l'objet d'un traitement spécial, d'autres, comme le Guatemala, reçoivent un traitement différent avec le résultat que, après les élections, on y a appliqué de nouvelles priorités³⁷.

Mais c'est le soutien aux activités de compagnies minières canadiennes au Guatemala qui a provoqué le changement le plus important. En 2003, l'ambassade du Canada avait évoqué en termes clairs « l'intolérable climat d'insécurité et d'ingouvernabilité » au Guatemala et s'était dite déçue « de la détérioration claire de la situation des droits de la personne [...] et [du] manque de progrès dans l'élimination de la corruption et de l'impunité », ajoutant que ces éléments « [concouraient] à diminuer l'efficacité et l'impact de tous les

programmes de développement »³⁸. Toutefois, à partir de 2004, les interventions publiques de l'ambassade ne traitaient plus de l'État de droit ou des droits de la personne, mais d'un sujet tout différent : les mines. En 2004, fait inusité, l'ambassadeur James Lambert apparaît deux fois dans les journaux et une fois à la télévision, avec chaque fois le même discours : au Canada, l'activité minière est propre et constitue un moteur essentiel de l'économie, il n'y a pas de raison pour qu'il en aille autrement au Guatemala³⁹.

Il faut rappeler que, dès l'année 2004, plusieurs concessions d'exploration et d'exploitation minières octroyées par le gouvernement du FRG commencèrent à être exercées par les compagnies, principalement canadiennes, qui les détenaient. Cette situation a occupé très vite l'avant-plan de l'actualité quand des équipements lourds de l'entreprise *Glamis Gold* furent bloqués par des manifestants opposés à son projet *Marlín*⁴⁰. En janvier 2005, l'affaire faisait les premières pages lorsqu'un imposant contingent de policiers et de militaires délogeait les manifestants, faisant un mort. C'était la première fois, depuis la signature des Accords de paix en 1996, que des soldats s'impliquaient dans ce genre d'opération. À partir de cette date, l'activité minière s'est ainsi convertie en l'une des principales sources de conflits entre le gouvernement, les communautés autochtones⁴¹ et la société civile. Cela n'a

³⁸ *Intervención de Canadá ante la Reunión del Grupo Consultivo*, 14 mai 2003. Disponible en version électronique sur la page de l'ambassade canadienne à l'adresse suivante : <http://geo.international.gc.ca/latin-america/guatemala/news/2003/03-007-es.asp> (consulté le 24 octobre 2007).

³⁹ James Lambert. « Explotación Minera en Canadá », *Prensa Libre*, 4 novembre 2004. « Entrevista : Operaciones mineras », *El Periódico*, 28 novembre 2004. James Lambert participera à l'émission *Libre Encuentro*, de la chaîne Guatevisión, dont l'hôte est Dionisio Gutiérrez, un des hommes les plus riches et puissants du Guatemala. Il est actuellement directeur de la section Amérique latine du Ministère des affaires étrangères et du commerce international.

⁴⁰ Notons que Milton Saravia, gérant de la mine Marlín, mentionnée ci-haut, est ami de longue date d'Oscar Berger.

⁴¹ Entre 2005 et 2007, près de 200 000 personnes ont participé à des référendums sur des activités minières

³⁶ « EEUU: terrorismo y crimen amenazan a Centroamérica », *Prensa Libre*, 12 mai 2005.

³⁷ « La ministre Whelan annonce un soutien accru à l'agriculture dans les pays en développement », Communiqué de presse de l'ACDI, Le 2 avril 2003.

pas empêché l'ambassade canadienne d'intervenir en se rangeant systématiquement aux côtés du gouvernement et en se portant à la défense des investisseurs.

Il semble qu'une bonne partie des ressources de l'ambassade ait été dédiée à la promotion de l'activité minière et à la défense de ses entreprises. On a même utilisé des pratiques peu recommandables ou carrément diffamatoires : ainsi, le 28 février 2007, une lettre ouverte reprochait à Kenneth Cook, nouvel ambassadeur canadien au Guatemala, d'avoir répandu de fausses informations qui mettaient en doute la véracité de photographies et d'enregistrements vidéo qui montraient des paysans, dont on avait brûlé les maisons, délogés illégalement à la demande d'une compagnie minière canadienne, la *Skye Resources*. Le 15 mars 2007, à l'émission *As it Happens* de CBC, Kathryn Anderson, représentante de l'organisation *Breaking the Silence*, présente au Guatemala depuis 1988, confirmait d'ailleurs que l'ambassadeur lui avait affirmé que ces images étaient fausses, datant du conflit armé et mettant en scène une actrice rémunérée. Pourtant, le 12 juin 2007, dans un reportage à la télévision de Radio-Canada, le vice-président de Skye Ressources confirmait lui-même l'authenticité des images⁴². Ni le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, ni Kenneth Cook n'ont, depuis lors, officiellement démenti ces allégations.

Selon Steven Schnoor, auteur de la vidéo, l'ambassade diffamait régulièrement les organisations environnementales guatémaltèques qui s'opposaient à l'activité minière, en les accusant de mentir et de manipuler la population⁴³. Les défenseurs

affectant leur communauté et que plus de 90% y ont exprimé leur rejet de toute activité minière.

⁴² Ce reportage était disponible jusqu'au 12 août 2007 à l'adresse <http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/tj22h/#/> Les images en question peuvent être visionnées à l'adresse suivante: <http://www.youtube.com/watch?v=Q20YxkM-CGI> (consulté le 24 octobre 2007).

⁴³ Voir la transcription de l'émission *As it Happens* est à l'adresse suivante :

des droits de la personne victimes d'attaques, comme le chimiste Flaviano Bianchini, qui avait dénoncé la pollution provoquée par la mine *Marlín*, devaient donc se tourner vers d'autres pour assurer leur protection⁴⁴.

« Un excellent endroit pour commettre un meurtre »⁴⁵

Force est de constater que la diminution de la pression sur les autorités de la part de la communauté internationale et, dans certains cas, l'abandon des défenseurs des droits de la personne à leur propre sort ne correspond pas à un renforcement de l'État de droit et à une amélioration générale de la situation des droits de la personne. Qu'on ait laissé les choses aller en croyant que la situation s'améliorerait, il n'en demeure pas moins que la réalité a inexorablement rattrapé les plus optimistes.

Au début de l'année 2004, l'armée prenait les rues et les campagnes du pays pour répondre au désarroi populaire devant la montée de la délinquance. Des patrouilles conjointes unissaient alors deux policiers mal équipés à une douzaine de soldats lourdement armés; pourtant, compte tenu des crimes atroces commis durant la guerre par les militaires à l'endroit des populations rurales mayas, le retrait total de l'armée de toute tâche liée à la sécurité interne était un élément clé des Accords de paix, une disposition qui avait été respectée jusqu'alors. Ces patrouilles seront d'ailleurs

http://www.rightsaction.org/video/elestor/CBC_AIH_transcript_March1507.pdf

⁴⁴ Selon Amnesty internationale, Flaviano Bianchini, activiste du groupe écologiste guatémaltèque Madre Selva, a reçu dans les premiers mois de l'année 2007 une série d'appels téléphoniques intimidateurs et a été victime de surveillance suite à la présentation, le 5 janvier 2007, d'un rapport sur la pollution de la rivière Tzalá, dans le municipio de Sipakapa, suite à l'exploitation minière de la Glamis Gold dans la région. Les autorités guatémaltèques n'ont adopté aucune mesure de protection à l'endroit de Madre Selva et de Flaviano Bianchini et ce dernier a dû abandonner le pays. Voir

http://www.amnesty.ca/resource_centre/reports/AMR0200107esp.pdf (consulté le 29 septembre 2007).

⁴⁵

un fiasco en termes de réduction de la criminalité.

Sous le gouvernement du FRG, des dizaines de groupes de paysans avaient occupé des terres dans le cadre d'une lutte plus large pour la résolution de la situation agraire guatémaltèque, l'une des pires en Amérique latine⁴⁶. Le FRG, s'il n'avait jamais manifesté la moindre intention de réaliser la réforme exigée par les organisations autochtones et paysannes, n'avait cependant pas agi contre les occupants: il entretenait, en effet, avec l'oligarchie traditionnelle, la principale affectée par ces occupations, des relations généralement antagoniques, et ces occupations lui servaient de levier dans ses négociations avec elle⁴⁷.

Oscar Berger a remédié à la situation dès son arrivée au pouvoir. Le 21 janvier 2004, des paysans engagés dans un conflit de travail sont expulsés brutalement des *fincas*⁴⁸ *María Lourdes* et *La Merced*, propriétés de la famille Widmann dont est issue l'épouse du président. Durant les années suivantes, des centaines d'autres expulsions sont réalisées sans s'embarrasser du processus judiciaire adéquat et sans souci de la survie des personnes expulsées : le plus souvent, de forts contingents policiers et militaires débarquent sans crier gare pour capturer les habitants, les enfermer dans des camions et les disperser sur des routes différentes – des familles sont ainsi souvent séparées pendant plusieurs jours. On brûle les maisons et les récoltes, on s'empare de l'argent et des marchandises des petits commerces. Une de ces évictions, à la *finca Nueva Linda*, fera 12 morts et 45 blessés⁴⁹.

⁴⁶ Ziegler, Jean, *El Derecho a la alimentación. Informe del Relator Especial sobre el Derecho a la Alimentación, Misión a Guatemala (Resumen)*, Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, Commission des droits de l'homme, E/CN.4/2006/44/add.I, 18 janvier 2006.

⁴⁷ Quelques évictions se produisirent lorsque des terres sous contrôle de l'armée furent affectées.

⁴⁸ Finca est le terme employé pour désigner une extension de terre ou une exploitation agricole.

⁴⁹ Derechos en Acción, *Masacre en Nueva Linda, Caso Abierto*, Guatemala, 2005; Procurador de los Derechos Humanos, *Informe Preliminar: Desalojo finca Nueva Linda*, Guatemala, 2 septembre 2004.

Devant ces actions répressives, le mouvement paysan interpelle Rigoberta Menchú : va-t-elle condamner le massacre? Va-t-elle quitter le gouvernement? Elle reste muette. En France, on lui demande son avis sur la répression dont furent victimes les manifestants contre la ratification (CAFTA-DR) : « Il fallait y penser avant, maintenant il est trop tard pour s'opposer au traité »⁵⁰ dira-t-elle.

Sous le gouvernement Berger, la violence, l'impunité et l'inefficacité du système de justice ont continué de faire des victimes. La violence contre les militants des droits de la personne a augmenté aussi en quantité et en gravité depuis 2001, sans que le changement de gouvernement soit de quelque effet⁵¹. Les poursuites judiciaires engagées contre des militaires pour des crimes commis durant la guerre se sont heurtées par ailleurs à l'obstruction du Ministère public dirigé par Luis Florido, un homme de confiance du président.

En août 2006, suite à une visite au Guatemala, le Rapporteur spécial pour les exécutions extrajudiciaires de l'ONU, Philip Alston, déclare que « le Guatemala est un excellent endroit pour commettre un meurtre »⁵². L'information qu'il a recueillie montre une augmentation constante du taux d'homicides, ceux-ci faisant plus de 6000 victimes durant l'année 2005, des pics comparables à ceux qu'on avait atteints à

⁵⁰ *Lettre à l'adhérent, septembre-octobre 2005*, Collectif Guatemala, Paris, 2005.

⁵¹ Samayoa, Claudia Virginia, *Ataques en Contra de Defensoras y Defensores de Derechos Humanos 2000-2005*, Front Line Guatemala, Dublin, 2006

http://info.frontlinedefenders.org/pdfs/3448_Front%20Line%20Guatemala%20Ataques%20en%20contra%20de%20Defensoras%20y%20Defensoras%20de%20derechos%20humanos%202000-2005.pdf Pour une liste une analyse détaillée des attaques contre les défenseurs des droits de la personne au Guatemala, consulter les rapports de l'Unité de protection des défenseurs du Mouvement national pour les droits de la personne (UP-MNDH), dont le dernier est disponible à l'adresse suivante: http://www.paqg.org/IMG/pdf/Udefegua_informe_enero_-_junio_2007.pdf (consulté le 24 octobre 2007)

⁵² Il reprend cette expression dans son rapport: Philip Alston, *Mission to Guatemala, Addendum to the Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions to the General Assembly*, New York, 2007, p.17

certaines étapes du conflit armé. La culture de violence généralisée attire l'attention du monde : en 2005, par exemple, la quantité de femmes assassinées est en hausse de 20%, atteignant 665 victimes. Le fait que ces crimes soient souvent associés à des violences sexuelles, à la torture et à la mutilation porte les analystes à se pencher sur l'existence d'un véritable *fémicide*⁵³. En 2006, un documentaire de la BBC met à nu l'indifférence du gouvernement : devant la journaliste, qui s'émeut de l'absence d'enquête sur ces crimes, Oscar Berger déclare : « Vous êtes trop pessimiste. C'est votre opinion, je la respecte », se lève et s'éloigne⁵⁴.

Une grande proportion des homicides témoigne d'un même *modus operandi*: plusieurs corps montrent des traces de tortures (16 %) suivies d'un tir de grâce à la tête (5 %). De multiples témoignages font état d'escadrons de la mort voués au « nettoyage social » et auxquels participent souvent des membres de la police et de l'armée. Selon Philip Alston, si l'État n'est pas impliqué directement dans tous ces crimes, il n'en est pas moins responsable par omission dans la mesure où 97% des homicides ne font l'objet d'aucune condamnation⁵⁵.

Le 19 février 2007, c'est le comble: trois députés salvadoriens au Parlement de l'Amérique centrale (PARLACEN) sont assassinés par des membres de la police guatémaltèque. Les députés, avant d'être brûlés dans leur véhicule, avaient été menés dans une maison de torture clandestine de la police située sur le terrain d'un militaire à la retraite, où se réunissait, à la fin des années

1970, l'extrême droite guatémaltèque avec ses homologues salvadoriens⁵⁶. L'explication la plus plausible du crime serait une transaction de drogue qui aurait mal tourné, impliquant aussi un député guatémaltèque. Cependant, l'enquête est compromise lorsque les auteurs matériels, rapidement arrêtés et emprisonnés, sont assassinés et décapités dans leur cellule par un commando ayant profité d'un libre accès au pénitencier de haute sécurité, une affaire qui entraîne la démission du ministre de l'Intérieur, Carlos Vielman, et du directeur de la police, Erwin Sperissen, des hommes forts du gouvernement de Berger⁵⁷. Un agent américain du Bureau fédéral d'enquête (FBI), appelé à la rescousse, déclarera au *Los Angeles Times*, le 6 juillet 2007, que les autorités guatémaltèques avaient tout fait pour entraver l'enquête⁵⁸.

Un excellent endroit pour investir?

Au Guatemala, ce genre d'histoire choque mais ne surprend plus. Plus que des crises, elles représentent une norme qui transcende les changements de gouvernement. Selon l'expression utilisée par Amnistie internationale (AI), le Guatemala serait un « État de mafia corporative », constitué d'une alliance malsaine entre des secteurs traditionnels de l'oligarchie, certains nouveaux entrepreneurs, la police, l'armée et des criminels. Ces réseaux, selon AI, complotent pour s'assurer le contrôle d'activités illégales lucratives comme le trafic de drogues et d'armes, le blanchiment d'argent, le racket de l'adoption d'enfants guatémaltèques à l'étranger, ainsi que le

⁵⁶ Une des victimes est d'ailleurs Eduardo d'Aubuisson, le fils du colonel Roberto d'Aubuisson, fondateur du parti au pouvoir au Salvador, ARENA. Roberto d'Aubuisson est aussi connu pour avoir dirigé des escadrons de la mort au Salvador durant la guerre ainsi que pour l'assassinat de Monseigneur Romero. « Crímen Contra Diputados Arroja Serias Consecuencias Políticas », *Inforpress Centroamericana*, édition 1694, Guatemala, 2 mars 2007.

⁵⁷ Carlos Vielman, en particulier, était issu d'un des secteurs les plus puissants de l'oligarchie, qui va s'opposer publiquement à son renvoi. « Acciones Encubiertas de PNC con Beneplácito Empresarial », *Inforpress Centroamericana*, édition 1693, 16 mars 2007.

⁵⁸ « FBI Señala Anomalías », *Prensa Libre*, 10 juillet 2007. L'ambassadeur américain va ensuite nier cette affirmation.

⁵³ Casa Alianza, CALDH, Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos, Coordinadora Nacional de Organizaciones Campesinas, Grupo de Apoyo Mutuo, Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales de Guatemala, Movimiento Nacional por los Derechos Humanos, Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala, Organización de Apoyo a una Sexualidad Integral frente al SIDA, et Plataforma Agraria, *Informe al relator Philip Alston*, Guatemala, 2006.

⁵⁴ *Killer's Paradise*, produit et dirigé par Giselle Portenier, BBC, diffusé pour la première fois le 4 mai 2006.

⁵⁵ Philip Alston, op. cit., p. 17.

monopole d'activités légales comme l'exploitation pétrolière⁵⁹.

Il est virtuellement impossible de rester hors de ces réseaux lorsque l'on investit dans des secteurs où l'État est un partenaire obligé, comme c'est le cas de l'exploitation des ressources naturelles et des grands projets d'infrastructure. Dans les années 1970 et 1980, des milliards de dollars ont été injectés au Guatemala pour des projets hydroélectriques, miniers et pétroliers. Ces investissements, dont les gouvernements militaires étaient partenaires, ont créé des intérêts économiques considérables dans des zones délaissées par l'État, affectées par la pauvreté extrême et habitées en grande majorité par des Mayas⁶⁰.

Les motivations économiques des gouvernements militaires ont d'ailleurs certainement inspiré en partie les stratégies militaires contre-insurrectionnelles appliquées aux populations de ces zones durant la guerre civile. À titre d'exemple, on peut mentionner le massacre de Panzós, perpétré le 29 mai 1978, qui a été la première tuerie indiscriminée de civils dans cette guerre qui en comptera plus de 600 par la suite. Ce massacre visait à mettre fin à une mobilisation paysanne qui se déroulait à une courte distance du plus important projet minier de l'époque en Amérique centrale : la mine EXMIBAL, propriété de la compagnie canadienne *International Nickel Company* (INCO), dans laquelle le gouvernement militaire détenait aussi une participation de 30%⁶¹. Aujourd'hui, l'impunité environnementale et fiscale⁶² accordée aux compagnies minières et la répression des communautés qui s'opposent à leurs projets

répondent à la même logique, puisque ces investissements créent et alimentent des réseaux informels qui comprennent des militaires, des entreprises et des fonctionnaires tant locaux qu'étrangers⁶³.

Actuellement, la compagnie *Skye Resources*, mentionnée plus tôt, a repris la concession octroyée jadis à EXMIBAL. Le président de *Skye*, Ian Austin, était trésorier d'*Inco Limited*, entre 1981 et 1989, après s'être joint à la compagnie en 1974⁶⁴. De nouveau, la mine provoqua un mouvement de résistance de la part de la population locale. Comme par le passé, l'entreprise s'allia à de puissants intérêts locaux, avec lesquels elle partageait une préoccupation pour les "conflits avec les communautés"⁶⁵. Et encore une fois l'État pèse de tout son poids en sa faveur dans la résolution de ces conflits, comme le montrent les images de Steven Schnoor, mentionnées ci-dessus.

Récemment, en mars 2007, Anders Kompass, représentant au Guatemala du Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme déclarait que « l'État, maintenant, est en échec, c'est un État effondré »⁶⁶. Mais, effondré ou pas, l'État demeure un enjeu de luttes pour les groupes de pouvoir, pour qui les élections demeurent l'occasion d'en renégocier, parfois violemment, le contrôle.

⁵⁹ Amnesty International, *Guatemala's Lethal Legacy: Past Impunity and Renewed Human Rights Violations*, Londres, 2002, p.49.

⁶⁰ Kading, Terrance W., « The Guatemalan Military and the Economics of La Violencia » in *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, Vol. 24, No. 47, 1999.

⁶¹ Panzós, 25 ans plus tard; *l'histoire d'un village guatémaltèque et d'une entreprise minière canadienne*, Projet Accompagnement Québec-Guatemala, Montréal, 2005.

⁶² "Organ incentivos fiscales a filial de la minera Skye Resources", *El Periódico*, 17 juillet 2007.

⁶³ Solano, Luis, *Minería y Petróleo en las Entrañas del Poder*, Inforpress Centroamericana, Guatemala, 2005.

⁶⁴ Bibliographie diffusée sur le site de Skye Resources, www.skyeresources.com, consulté le 29 septembre 2007.

⁶⁵ Skye Ressources a engagé le cabinet d'avocats guatémaltèque A.D. Sosa y Soto, dont le président, Rodolfo Sosa de León, est apparenté à Oscar Berger. Un peu plus de six mois après les évictions mentionnées précédemment, la Skye Ressource et 6 autres entités créèrent la *Fundación para el Fomento de los Recursos Naturales y el Desarrollo Sostenible de la Cuenca del Polochic*, où sont représentées la famille Widmann, à laquelle appartient l'épouse de Berger, et d'autres familles appartenant à l'oligarchie comme la famille Castillo. Parmi les buts de la fondation, on trouve "la négociation qui surgit des conflits avec les communautés". "Polochic, zona económica en ciernes", *Inforpress Centroamericana*, édition 1719, 31 août 2007.

⁶⁶ « Impunidad afecta funciones del estado » *Prensa Libre*, 3 mars 2007

Élections 2007

Le dimanche 9 septembre passé ont eu lieu des élections générales au Guatemala, avec un taux de participation d'approximativement 60%. Aucun candidat présidentiel n'ayant obtenu de majorité absolue, un second tour aura lieu le 4 novembre prochain entre Álvaro Colom et Otto Pérez Molina.

Les résultats du vote pour les candidats présidentiels sont les suivants :

<i>Candidat, parti</i>	<i>Taux de participation</i>
Álvaro Colom, <i>Unidad Nacional de la Esperanza</i> (UNE)	28%
Otto Pérez Molina, <i>Partido Patriota</i> (PP)	24%
Alejandro Giammatei, <i>Gran Alianza Nacional</i> (GANNA)	17%
Eduardo Suger, <i>Centro de Acción Social</i> (CASA)	7%
Luis Rabbé, <i>Frente Republicano Guatemalteco</i> (FRG)	7%
Rigoberta Menchú Tum, <i>Encuentro por Guatemala</i> (EG)	3% ⁶⁷

Source: *Tribunal Supremo Electoral*

Les autres partis ont reçu moins de 3% des votes.

Au Congrès, les partis les plus représentés sont UNE, avec 48 députés, GANNA avec 37 et le PP avec 30, sur un total de 158 députés.

Le FRG a subi une diminution importante de sa popularité au cours de ces élections, passant de 29 à 15 députés; au niveau local, ils ont remporté 18 mairies, alors qu'ils en avaient 122 auparavant. Cependant, son chef, Efraín Ríos Montt, retourne au

⁶⁷ Ce résultat décevant de Rigoberta Menchú s'explique en partie par sa participation au gouvernement Berger.

Congrès, car son parti l'avait placé au premier rang de la liste nationale⁶⁸.

Comme nous l'avons souligné, ces élections ont été les plus violentes depuis le début de la « transition démocratique », en 1985 : entre le mois de mai 2006 et le mois de septembre 2007, plus de 60 actes de violence ont été recensés contre des personnes liées à la politique -en grande majorité des activistes-, candidats ou dirigeants de partis politiques. 49 personnes en sont mortes et au moins 19 ont été grièvement blessées⁶⁹. Aux dernières élections, en 2003, ce chiffre était de 28 personnes assassinées. On a attribué cette violence aux luttes de groupes de pouvoir pour le contrôle des partis et à la présence accrue du crime organisé sur la scène électorale municipale.

La Fondation Myrna Mack (FMM) avertissait déjà, en juillet 2007, que le processus électoral n'offrait pas de possibilité réelle de résoudre la grave situation nationale, mentionnant la fragilité du Tribunal suprême électoral (TSE), la détérioration du régime des partis politiques transformés, comme on l'a dit, en simples instruments électoraux, le manque de contenu des programmes et l'inclinaison à utiliser la violence et la disqualification pour affronter les rivaux. Pire encore, l'avancée du crime organisé au sein des partis grâce à son pouvoir économique et à la violence est de notoriété publique⁷⁰.

En ce qui concerne les deux options qui s'offrent aux électeurs le 4 novembre, Álvaro Colom a trôné à la tête des sondages depuis le début de la campagne. Le fait qu'il ait été candidat du même parti (UNE) durant les deux élections précédentes lui a donné

⁶⁸ Pour plus d'information, consulter www.eleccionesguatemala.com et www.idegt.org (consulté le 24 octobre 2007).

⁶⁹ « Violencia política preocupa », *Prensa Libre*, 1er août 2007. Ces chiffres ont été recensés par l'ONG Mirador Electoral, mais ceux qui apparaissent ici ont été modifiés pour tenir compte de faits postérieurs à la parution de son rapport.

⁷⁰ Fundación Mack, *Análisis del Contexto y del Proceso Electoral*, Guatemala, juillet 2007.

une longueur d'avance sur les autres candidats, puisque ses adversaires accusent un retard de huit ans en termes de notoriété publique.

Le nom de Colom évoque celui de son oncle Manuel Colom Argueta, politicien centriste assassiné en pleine rue par l'armée en 1979. En réalité, Álvaro Colom représente plutôt le capital émergent de la petite bourgeoisie, dont les intérêts se concentrent notamment dans l'industrie textile volatile (*maquiladoras*). Sa famille possède aussi des plantations de canne à sucre dans la région d'Escuintla, où UNE a recueilli 38% des votes. En outre, plusieurs membres de son parti sont connus pour être liés au crime organisé⁷¹. Boudé par l'oligarchie traditionnelle durant les élections passées, ses chances de remporter la présidence ont contribué à l'en rapprocher. Son candidat à la vice-présidence, Rafael Espada, est d'ailleurs fort respecté dans ce milieu, et il s'agit en fait du frère de Carlos Vielman, dont on a vu qu'il était un homme fort du gouvernement sortant.

Le parti de Colom, UNE, représente ainsi une tentative hasardeuse de synthèse entre des groupes aux intérêts divergents. Il se livre donc en son sein des luttes qui se poursuivront sans doute si Colom devient président. Elles ont d'ailleurs affleuré quand César Fajardo, député, vice-secrétaire du parti et soupçonné de liens avec le crime organisé, a voté contre l'approbation d'une Commission internationale contre l'impunité, à laquelle Colom avait pourtant assuré l'appui de son parti. Dans la foulée de cet événement, José Carlos Marroquín, un autre stratège d'UNE et responsable des relations avec l'oligarchie, a accusé Fajardo d'être mêlé à un attentat perpétré contre lui en novembre 2006, attentat auquel des militaires auraient aussi participé.

Le second candidat, le général Otto Pérez Molina, bénéficie pour sa part d'une image

⁷¹ "La lista negra de los candidatos a alcalde de la UNE", *El Periódico*, 2 juillet 2007.

de militaire modéré pour avoir été signataire des Accords de paix. Le vernis est toutefois très mince. Protagoniste de toutes les interventions militaires dans la vie politique depuis 1985 et agissant souvent comme lien entre l'armée et l'oligarchie, rémunéré par la CIA et diplômé de l'École des Amériques, en 1985, il était chef du service de renseignements de l'armée lorsque celle-ci assassina le juge Edgar Ramiro Elías Ogaldez, en 1994. Les habitants de la région *ixil*, dévastée par une campagne de terre brûlée menée par l'armée, se rappellent aussi de lui comme du "comandant Tito" en charge des opérations depuis la base militaire locale de Nebaj durant les années 1980⁷². Son candidat à la vice-présidence, Ricardo Castillo Sinibaldi, est lui aussi un membre influent de l'oligarchie.

Il faut noter en outre que l'écart entre Álvaro Colom et Otto Pérez Molina s'est réduit durant les dernières semaines précédant les élections. Les sondages récents montrent que les deux candidats risquent de se retrouver nez à nez au deuxième tour. Plusieurs observateurs doutent de la capacité du Tribunal suprême électoral de faire face à une éventuelle contestation advenant des résultats très serrés le 4 novembre.

Un aspect révélateur de cette campagne est la réticence d'Alvaro Colom à attaquer son adversaire sur son flanc le plus faible : sa participation au génocide. À part une frileuse intervention à ce sujet à la veille du premier tour⁷³, Colom n'a plus abordé le sujet par la suite. Bien sûr, cela risquerait de lui mettre à dos un secteur extrêmement puissant : jusqu'à maintenant, contrairement à d'autres pays d'Amérique latine, rien n'a

⁷² La CEH relève qu'entre 70 % et 90 % des communautés dans cette région ont été détruites par l'armée; 52 massacres y ont été réalisés; au moins 7000 personnes y sont mortes, ce qui correspond à 15 % de la population; 60 % de la population de cette région a dû se déplacer à cause de la violence. *Guatemala, Memoria del Silencio*, CEH, chapitre 2, volume 3. Pérez Molina a reconnu récemment qu'il était en charge des opérations dans cette région des 1982 ("El General del puño, entrevista con Otto Pérez Molina", *El Periódico*, 26 mai 2007).

⁷³ "La mano dura es responsable de masacres", *El Periódico*, 6 septembre 2007

pu rompre le pacte de silence des militaires sur les crimes qu'ils ont commis. S'en prendre à l'un d'eux, signifierait s'en prendre à tous – et en subir les conséquences. Autre aspect révélateur : contrairement aux élections précédentes, cette fois, le département d'État des EUA ne s'inquiète pas ouvertement de l'accession éventuelle d'un général génocidaire au pouvoir⁷⁴.

Conclusion

L'État guatémaltèque semble refuser de se plier au calendrier de transition démocratique de la communauté internationale pour l'Amérique Centrale. Les indices de violence, les attaques contre les défenseurs des droits de la personne, la violence électorale, l'implication directe de membres des forces de sécurité dans des crimes graves et, surtout, l'impunité quasi totale, sont des signes clairs de la décomposition de l'État de droit. Or, ce n'est pas la contestation de la société civile qui cause ce « désordre », mais bien les groupes qui se sont assurés le contrôle de l'État pendant et après la guerre civile, et qui s'en servent aussi pour défendre leurs intérêts économiques lorsque des communautés leur résistent et que des défenseurs des droits de la personne leur mettent des bâtons dans les roues.

Le Guatemala continue donc d'être dominé par la loi du plus fort, alors même que ses minerais atteignent de très bon prix sur les marchés internationaux, que les EUA, le Canada et l'UE cherchent à mettre en œuvre des accords de libre-échange et que les flux de marchandises cherchent de nouvelles voies de transport pour traverser l'isthme. Voulant tourner trop rapidement la page sur l'après-guerre, la communauté internationale a crû bon de relâcher sa pression sur le gouvernement. Les entreprises étrangères, elles, se sont intégrées à des réseaux puissants leur permettant de tirer profit du

chaos : certains défenseurs des droits de la personne en ont subi les conséquences.

Le fait que des investisseurs étrangers profitent de la décomposition de l'État est troublant. Le fait que ces investisseurs reçoivent l'appui inconditionnel de leur ambassade l'est davantage, compte tenu des efforts déployés et des milliards dépensés depuis 1996 pour que le Guatemala retrouve la voie de la démocratie, de la dignité et du respect des droits de la personne. Si les élections prochaines ne devaient porter au pouvoir que d'anciens criminels de guerre et des politiciens aux alliances douteuses, est-il pour autant justifié de fermer les yeux et de se pincer le nez pour faire affaires avec le Guatemala? Il s'agit là d'un pari dangereux lorsque ces investissements accentuent les conflits sociaux dans un pays où l'État n'a rien fait pour se débarrasser de ses réflexes autoritaires les plus brutaux.

⁷⁴ “Los candidatos ante los ojos del mundo”, *El Periódico*, 30 septembre 2007.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).